Comment tirer le meilleur parti possible de la liminalité pour réformer le secteur de la sécurité après un conflit

Commandant Louis P. Melancon, U.S. Army

LA SUITE DE n'importe quel conflit, il est vraisemblable que le besoin de réforme du secteur de la sécurité sera prioritaire dans le cadre général de la stabilité, de la sécurité, de la transition et de la reconstruction. Il est fort probable probabilité très élevée que certains aspects du secteur de la sécurité ne soient plus appropriés dans le contexte désiré à la fin du conflit. La réforme du secteur de la sécurité est une tâche complexe pouvant être affectée par des facteurs très variés. Elle devrait être abordée dans le contexte de systèmes de soutien et des politiques générales à l'échelle nationale (ou même multinationale si l'on se trouve dans le cadre d'une coalition). Les forces armées des États-Unis ont entrepris plusieurs missions visant à mettre en oeuvre une réforme du secteur de la sécurité par le biais d'opérations dans « le monde réel », et il se peut qu'elles aient à le faire à nouveau. Les États Unis et bien d'autres pays n'ont pas tiré le meilleur parti possible de reforme cette (en particulier ce qui à trait à la partie militaire). Pourtant, l'effect de laminalite pourrait augmenter la viabilité des efforts de réforme, bien qu'il ne manque pas de soulever des questions éthiques.

Que signifie « Réforme du secteur de la sécurité » ?

Dans le cadre de cette discussion, la « Réforme du secteur de la sécurité » est conforme à la définition d'un « système de sécurité » qui est utilisée par l'Organisation de la Coopération et du Développement Économique :

> Les acteurs fondamentaux dans le secteur de la sécurité (par ex., les forces armées, la police, la gendarmerie, les gardes-frontières, les agents des douanes et de l'immigration, ainsi que les services de sécurité et du renseignement) ; les organismes de gestion et de supervision de la sécurité (par ex., les Ministères de la Défense et de l'Intérieur, les organismes de gestion financière et les commissions chargées d'examiner les plaintes du public) ; les institutions judiciaires et les organismes chargés de faire respecter les lois (par ex., le secteur de la Justice, les prisons, le Parquet, les systèmes judiciaires traditionnels) ; et les forces de sécurité agissant en dehors du cadre public ou légal (par ex., sociétés de sécurité privées, armées insurrectionnelles et milices privées).[1]

Cette définition sera suffisante pour le « secteur de la sécurité », mais nous allons nous préoccuper ici des actions en rapport avec un nombre relativement limité d'acteurs fondamentaux – essentiellement les forces armées et la gendarmerie.

Le concept de « réforme » dans l'expression « réforme du secteur de la sécurité » est plus difficile à identifier précisément. Tout comme le secteur lui-même couvre des acteurs extrêmement divers, la réforme a pour objet de s'attaquer au problème d'un point de vue systémique. Certains facteurs sont assez évidents : il faut s'assurer

---

Le Commandant Louis P. Melancon, de l'U.S. Army, est le responsable des plans de renseignements pour la Joint IED Defeat Organization, Washington, D.C. Il est titulaire d'un B.A. (équivalent de la Licence) de l'University of Illinois ; d'un M.S. (équivalent d'un Master en Sciences) du Joint Military Intelligence College, Washington, D.C. et d'un M.A. (équivalent d'un Master en Sciences humaines) du King's College, University of London. Il est également diplômé du Joint Service Command and Staff College au Royaume-Uni et a servi aux États-Unis, en Corée et en Irak.

que l'organisation incluant les acteurs fondamentaux est appropriée en matière de taille comme de fonction, que les acteurs fondamentaux sont bien contrôlés par le pouvoir civil, et que ce même pouvoir civil utilise son autorité de façon appropriée. La réforme est plus un processus qu'un objectif.[2] La réalisation de certaines conditions constitue un état final à atteindre. L'assistance d'acteurs extérieurs est requise dès le début, et les acteurs autochtones de l'État doivent également intervenir. Certains analystes estiment que le terme « réforme » n'est pas le meilleur mot pour décrire le processus parce qu'il aurait une connotation péjorative.[3] Cependant, aux fins de la présente discussion, l'hypothèse de travail est qu'un conflit a eu lieu ou est toujours en cours, et qu'au moins un acteur représenté par un État étranger, plus précisément les États-Unis, fournit son assistance dans le cadre du processus de réforme du secteur de la sécurité. Cette condition implique qu'il y a eu une défaillance d'un type ou d'un autre au sein du secteur de la sécurité autochtone, et que cette défaillance est la raison pour laquelle une réforme est nécessaire.

(U.S. Navy, Spécialiste de 2ème classe en communication de masse Kim Smith)

Un policier irakien monte la garde pendant que les recrues attendent les consignes à l'école de police de Karbala, en Irak, le 5 avril 2009.

Voici les principaux thèmes dominants pour la réforme du secteur de la sécurité :

- Les relations entre le pouvoir civil et les forces armées, tout particulièrement en ce qui concerne le besoin de supervision démocratique du secteur de la sécurité.
- Le maintien de l'intérêt et de l'investissement des parties prenantes, essentiellement dans le cas des acteurs extérieurs.
- La restructuration des ressources et des capacités des acteurs fondamentaux.[4]

Il est important de surveiller de près les relations entre le pouvoir civil et les forces armées – la vision d'une junte militaire hors de contrôle au sein de la population d'un pays sous-développé vient immédiatement à l'esprit. Ou, pire encore, on peut imaginer la capitale d'un pays en flammes alors que l'armée se scinde en deux camps hostiles pendant une tentative de coup d'État. Néanmoins, la question du contrôle civil va bien au-delà de ces pièges à éviter. Une bonne gouvernance est le but – et ceci implique que le secteur de la sécurité ne doit pas être utilisé comme un instrument personnel pour appliquer un certain programme politique et pour s'accaparer le pouvoir de façon non démocratique.

Une réforme peut être nécessaire pour mettre fin à certaines tendances autoritaires ou pour créer un environnement dans lequel de telles tendances ne se développe pas. En bref, la réforme du secteur de la sécurité implique la transformation de la culture de certaines institutions – l'installation d'un certain éthos, ou sa modification en quelque chose d'acceptable et d'utile dans le contexte de l'environnement suivant la fin du conflit.[5] Toutefois, il y a eu fort peu de discussions publiques sur la façon d'y parvenir ; l'emploi du terme « liminalité » peut contribuer à combler cette lacune.

Qu'est-ce que la liminalité ?

Bien que ce terme puisse sembler exotique, la liminalité est un phénomène familier – c'est tout simplement le rite de transition qui accompagne un changement dans l'état ou le statut d'une personne au sein d'une société. Victor Turner a identifié trois phases distinctes du processus :

la phase de séparation, la phase de seuil ou de marge et la phase de réintégration.[6] La plupart des gens qui ont eu des expériences dans l'U.S. Army reconnaîtront déjà un processus liminaire – le processus de « militarisation de l'individu ».[7] Lorsque de nouvelles recrues arrivent dans un bataillon d'accueil, elles passent par la phase de séparation, quittant le confort de leur foyer pour entrer dans l'inconnu et subir le rite de passage appelé « formation élémentaire au combat », qui est la phase de seuil. À l'issue de cette formation, les recrues ont le droit de porter le béret noir de l'Armée, et il y a une cérémonie de remise des galons. En ce sens, elles sont réintégrées dans la société, le changement de leur position et de leur statut étant identifié grâce à leur uniforme et leur nouveau chapeau (pour la société dans son ensemble, mais même au sein de l'armée en tant que composante de la société). La liminalité existe à chaque fois qu'il existe un certain changement de statut psychologique, et les institutions militaires dans le monde entier l'utilisent dans le cadre du processus visant à transformer les civils en soldats.

Bien que ce terme puisse sembler exotique, la liminalité est un phénomène familier – c'est tout simplement les rites de transition qui accompagnent un changement… au sein d'une société.

Il y a un autre aspect, plus subtil, de la liminalité. La liminalité repose dans les liens de la personne concernée, à la fois avant et après l'accomplissement du processus. Par exemple, avant de s'engager dans le processus liminaire de la formation élémentaire au combat, le nouveau Soldat a des liens avec sa famille, ses amis, sa communauté et son école, entre autres choses. Il y a aura une séparation – une coupure de ces liens – au cours de la première phase, mais de nouveaux liens se formeront pendant la phase de seuil – des liens avec les autres recrues et l'armée dans son ensemble. Avec la réintégration, les anciens liens seront rétablis, quoique sous une forme quelque peu modifiée. À présent, le jeune Soldat a des liens plus étendus – ceux qui existaient au début du processus liminaire et ceux qui se sont formés pendant ce processus.

Le potentiel de la liminalité

Le potentiel de la liminalité entre en jeu si une organisation peut tirer parti intentionnellement du processus et ajuster ces liens avec la société, tout particulièrement les liens « préliminaires », en vue de la modification du comportement. Dans une société démocratique libérale, avec une armée de métier, l'ajustement pourrait être extrême au point de conduire à l'isolation des soldats par rapport à la société.[8] Cette situation improbable suggère le potentiel de la liminalité pour faciliter la réforme du secteur de la sécurité en facilitant les changements culturels affectant les acteurs fondamentaux du secteur de la sécurité. En ajustant radicalement la culture de l'institution par de l'ingénierie sociale pour transformer les personnes qui en font partie, tout comme l'institution militaire américaine le fait, une organisation est en mesure d'ajuster ou de marginaliser les liens les moins constructifs. L'inculcation de codes et de slogans, et même d'associations politiques, est un exemple de la façon dont la liminalité peut être manipulée. Toutes les organisations font ceci dans une certaine mesure pour améliorer la vision de l'organisation dans son ensemble, et le point auquel cela devient sinistre peut constituer une embûche. Il serait utile d'examiner quelques exemples de réformes de la sécurité dans « le monde réel » afin de déterminer où la liminalité aurait pu avoir été utilisée de façon constructive. En l'absence de connaissance factuelle de l'impact que de telles actions auraient pu avoir, je ne vais pas effectuer une évaluation d'un tel impact mais me limiter à souligner les opportunités présentées.

Le Liberia et la Mission des Nations Unies au Liberia

En septembre 2003, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopta la Résolution 1509,

établissant la Mission des Nations Unies au Liberia et ordonnant, entre autres tâches, la réforme du secteur de la sécurité :

● « Aider le gouvernement de transition du Libéria à surveiller et restructurer la force de police du pays, conformément aux principes d'une police démocratique, mettre au point un programme de formation de la police civile et aider de toute autre manière à la formation de la police civile, en collaboration avec la CEDEAO, les organisations internationales et les États intéressés. »

● « Aider le gouvernement de transition à constituer de nouvelles forces armées libériennes restructurées, en collaboration avec la CEDEAO, les organisations internationales et les États intéressés. »[9]

Bien qu'il ne s'agisse pas ici de nier l'importance de la réforme de la police ou de l'administration judiciaire dans son ensemble – ou le rôle des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration – la tâche indiquée par le deuxième paragraphe est ce qui nous intéresse ici.

Après 14 années de guerre civile, un concept pour structurer les nouvelles forces armées du Liberia a été élaboré, et le recrutement des candidats et le contrôle de leurs antécédents a alors commencé. Des recrues ont été choisies dans tout le pays et dans tous les groupes ethniques. Celles qui ont été acceptées ont participé à un programme de formation de base initial, imitant quelque peut la formation de base de l'U.S. Army. Ce programme était censé durer 11 semaines, mais en raison de contraintes budgétaires il a été réduit à huit semaines après l'élimination des trois premières semaines consacrées à l'enseignement des droits humains, à l'éducation civique et à l'apprentissage des relations entre les soldats et les civils. La responsabilité de cette formation a été transférée à des unités permanentes et des organismes pédagogiques existants, tels que l'American Bar Association.[10]

Dans le contexte du Liberia, l'enseignement du respect des droits humains et des relations entre les soldats et les civils joue un grand rôle pour influencer la façon dont les forces armées se comporteront vis-à-vis du reste de la société, tout particulièrement à la suite d'une longue guerre civile lors de laquelle les violations des Droits de l'Homme ont été très répandues. Si de

UN Photo, Shima Roy

Membres de l'International Police Service de la Mission des Nations Unies au Liberia (UNMIL) lors du briefing quotidien au siège de l'UNMIL à Monrovia avant de gagner leurs patrouilles avec les officiers du Service de police du Liberia, le 7 janvier 2004.

tels cours avaient été inclus dans la formation de base initiale, il est vraisemblable que les valeurs que la Mission des Nations Unies au Liberia essayait d'inculquer auraient pris racine et auraient porté des fruits beaucoup plus tôt en conséquence des effets de la liminalité. Le changement culturel institutionnel se produit lorsque les nouveaux soldats traversent les passages des changements liminaires, et il aurait pu se produire dans ce contexte. Il n'y a pas de preuve que l'administration de cette formation au sein d'unités permanentes n'aurait pas donné les résultats escomptés, mais il semble qu'il faille plus de temps pour que le changement institutionnel se produise.

L'aspect plus subtil de la liminalité est également présent ici. Bien qu'il soit difficile de dire si moins de temps de formation entraîne une transition liminaire moins efficace, il est difficile d'affirmer que les efforts de la Mission ont visé spécifiquement à maximiser les effets de la liminalité. Beaucoup d'efforts ont été consacrés à s'assurer que toutes les parties du pays seraient représentées dans les forces armées, sur le plan géographique comme sur le plan ethnique. Il ne fait aucun doute que chaque recrue aurait des liens avec sa zone géographique, sa ville ou son village natal, et son identité ethnique ou tribale. Pour unifier des recrues d'origines tellement diverses il fallait bien entendu faire de grands efforts en vue de promouvoir une transformation culturelle,

mais ceci a également donné la possibilité d'affaiblir délibérément les liens préexistants et d'y substituer de nouveaux liens dans l'esprit des recrues. Certains de ces liens peuvent être associés aux lignes de faille de la société, le long desquelles de l'instabilité et de nouveaux conflits pourraient émerger à l'avenir. Il serait trop difficile de briser complètement ces liens chez les recrues, mais un affaiblissement délibéré de tels liens aurait le potentiel de renforcer l'institution des forces armées et limiter les risques qu'elle ne succombe à ces lignes de faille à l'avenir. Il semble donc bien que cette opportunité ait été gaspillée, à la fois dans le programme de formation de base original et dans le programme de formation élémentaire abrégé.

La liminalité remise en question : l'Irak

Le 23 mai 2003, l'Autorité provisoire de la coalition (APC) a publié une ordonnance appelée « Ordonnance N° 2 de l'APC » en vue de dissoudre le secteur de la sécurité irakienne.[11] Il n'est pas question en l'occurrence de discuter de la pertinence ou de l'inconvenance de cette décision, mais simplement de souligner qu'il s'agit d'un événement significatif qui serait susceptible d'impliquer la nécessité immédiate d'une réforme sur le secteur de la sécurité, dans la mesure où seul le statut des forces armées agissant en dehors du cadre public ou légal (principalement les milices politiques) est resté inchangé. Depuis 2003, un éventail de programmes de formation militaire ont été mis en place en Irak[12], mais leur structure et contenu n'ont été que très peu abordés, outre la longueur de la formation de base (soit un maximum de huit semaines, bien que cette période ait été réduite dans certaines circonstances).[13] En revanche, de nombreux débats ont eu lieu sur le nombre de recrues en formation, sur les membres des forces de sécurité ayant reçu leur grade et entrant en fonction au sein d'une unité militaire, ou sur la pénurie des jeunes recrues. Il est évident que la création de forces autochtones et le rétablissement d'un secteur de sécurité constituent des problèmes qu'il est urgent de résoudre. Par ailleurs, l'intégration rapide des forces agissant en dehors du cadre public ou légal dans le secteur de sécurité officiel pour les soldats ayant acquis une expérience solide sur le terrain est impérative.[14] La pression relative à cette « autochtonisation » du secteur de la sécurité est compréhensible, mais une telle précipitation est susceptible d'influer sur le système de formation et pourrait compromettre la réussite à long terme de la mise en place de cette réforme du secteur de la sécurité.

En dépit de la courte durée de la formation des forces de sécurité irakiennes, la liminalité a persisté ; et pourtant, aucune mesure n'a été prise de la part des forces de coalition pour exploiter ce phénomène à bon escient. Tandis que l'accent a clairement été mis sur l'augmentation de l'effectif des forces, il ne s'agissait pas d'une alternative ; la liminalité persistera malgré tout. Les éléments qui sont mis en doute sont le nombre d'efforts réalisés en vue de maximiser l'impact de la liminalité et le but final de son impact.[15] Une période plus longue serait certes utile, mais bien que la formation des recrues irakiennes ait été raccourcie, il existait cependant des possibilités.

Sergent Brendan Stephens de l'U.S. Army

Recrues de l'armée irakienne de la 39e Brigade, 10e Division, en train de nettoyer leurs armes au Centre de formation régional du Camp Ur, à Dhi Qar, en Irak, le 16 mai 2009.

Ceci ne signifie pas pour autant que des efforts visant à soutenir la situation liminale des recrues irakiennes auraient fait disparaître les problèmes auxquels faisaient face les forces de sécurité irakiennes : l'absentéisme, la mauvaise performance initiale sur le terrain et le rejet par les autres membres des forces de sécurité et par la population dans son ensemble.[16]

Cependant, on peut penser qu'une manipulation volontaire du phénomène liminal aurait pu aider à minimiser l'éventualité de tels événements. Tirer intentionnellement profit de la liminalité aurait peut-être permis d'établir une liaison positive entre les recrues et les forces de sécurité, et aurait pu affaiblir les liaisons pouvant être associées au tribalisme. Les forces irakiennes sont rattachées à des factions tribales, confessionnelles et politiques. Si ces alliances pouvaient être fragilisées avant que les individus ne soient intégrés à leurs unités, cela faciliterait le travail des tuteurs de coalition lorsqu'il s'agit de corriger les comportements indésirables.

Difficultés

Rétrospectivement, il est relativement facile d'identifier les cas où la liminalité, en tant que méthode d'ingénierie sociale, aurait pu être utilisée au cours du processus de réforme du secteur de la sécurité. Néanmoins, cela reste difficile dans les trois domaines suivants :

- Comprendre suffisamment l'état final dans son intégralité, ainsi que visualiser de manière relativement claire les points intermédiaires, concernant l'état dans lequel la réforme du secteur de la sécurité est mise en place. Pour ce faire, il est essentiel de déterminer une stratégie exhaustive et bien conçue auprès des dirigeants politiques qui décident d'entreprendre la réforme du secteur de la sécurité.
- Avoir des connaissances suffisantes sur le contexte local dans le cadre duquel s'inscrit la réforme du secteur de sécurité et disposer d'assez de temps pour prévoir un programme de formation intelligent permettant de tirer efficacement profit du phénomène liminal en direction des points intermédiaires et d'un état final global créé antérieurement.
- Disposer d'assez de temps et d'espace pour mener à bien une tactique organisée à la lumière des pressions existantes, notamment les contraintes budgétaires (exemple du Libéria) ou une situation de forte insécurité (exemple de l'Irak).

En dépit de ces obstacles, peu de problèmes sont impossibles à résoudre. Si les dirigeants politiques décident de prêter assistance à un autre état dans le cadre de ses efforts en faveur de la réforme du secteur de la sécurité, alors tous ces facteurs peuvent survenir. Une stratégie complète peut être élaborée, le contexte politique et culturel peut être appréhendé pour la préparation d'un projet, et des ressources de base, tels que des fonds et du temps, peuvent être protégées. Mais les chances de réussite sont étroitement liées à l'hypothèse selon laquelle nous, en tant que nation, souhaitons réellement nous impliquer dans l'ingénierie sociale. On ne peut s'empêcher d'associer l'ingénierie sociale aux sinistres exemples de lavage de cerveau.

Tirer intentionnellement profit de la liminalité aurait peut-être permis d'établir une liaison positive entre les recrues et les forces de sécurité …

De sérieuses considérations éthiques doivent donc être prises en compte parallèlement à l'idée d'exploiter la liminalité dans le cadre de la réforme du secteur sécuritaire. Bien que la détermination de la mise en place de telles mesures ne dépende pas de l'armée, il incombe à celle-ci de comprendre les implications éthiques en jeu et de garantir que les responsables civils décisionnaires sont bien conscients des répercussions. En particulier, si le processus liminal contribue à établir un état final plus vaste pour la réforme du secteur de sécurité, alors un aspect de choix a été éliminé de la société ayant appliqué la réforme dans son ensemble. Une transformation culturelle devra être envisagée pour la société entière si la réforme du secteur de sécurité doit s'enraciner – une version moderne du Kémalisme (basé sur les principes de Kemal Atatürk dans la réforme de la Turquie) adaptée au contexte spécifique de la réforme du secteur de la sécurité.

Une telle politique donne lieu à deux dilemmes éthiques différents : l'impossibilité de choisir pour la société qui subit la transformation et les dommages éventuels que de telles actions peuvent entraîner pour les états prêtant assistance. Le fait que les objectifs impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité doivent assurer le contrôle par les civils des forces armées et la bonne gouvernance de manière démocratique repose certainement sur le fondement de l'autodétermination et de la possibilité de choisir. De même, si les décisions prises en matière de gouvernance ne sont pas sélectionnées librement, mais plutôt pour l'état par d'autres acteurs qui adhèrent déjà aux concepts de bonne gouvernance par le biais de procédures démocratiques, alors on commence déjà à parler de colonialisme. De telles positions peuvent ouvrir la voie à l'hypocrisie, à moins de déterminer avec soin la portée et l'ordre de ces actions. Heureusement, comme il a été mentionné ci-dessus, le fait de décider de poursuivre ou non ces activités est au-delà du pouvoir de l'armée. Toutefois, une conduite réfléchie et vigilante peut se révéler nécessaire.

La réforme du secteur de sécurité constitue un ensemble complexe de tâches et objectifs. Seule, l'armée ne peut couvrir la totalité des domaines requis si l'on veut obtenir un programme réussi. Un concept global doit être défini avant de prêter assistance à un autre état par le biais d'une réforme du secteur de sécurité. En revanche, parmi les tâches et actions que les États-Unis peuvent exécuter sur le plan militaire, profiter des étapes liminales que constitue le recrutement de nouvelles forces de sécurité peut se montrer beaucoup plus efficace que dans le passé. La liminalité existe déjà, il faut simplement faire preuve de prudence pour l'orienter vers des directions qui pourraient permettre d'atteindre les objectifs désirés. Ces efforts ne suffiront pas à résoudre toutes les difficultés pouvant survenir, mais il ne manque que très peu de ressources supplémentaires – principalement du temps et de la réflexion – pour aider à régler tous ces problèmes un peu plus facilement. Ceci constitue effectivement les premières étapes de l'ingénierie sociale ; par conséquent les dangers y afférents se concrétisent. En résumé, s'il convient de décider d'exploiter la liminalité dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, il faudra intégrer la précaution au programme.***MR***

NOTES

1. Organization for Economic Cooperation and Development (Organisation de coopération et de développement économiques), *OECD DAC Handbook on Security System Reform: Supporting Security and Justice*, édition 2007. Accessible en ligne à l'adresse : <www.oecd.org/dataoecd/43/25/38406485.pdf>, 7.

2. Theodor H. Winkler, « Keynote Paper: Managing Change. The Reform and Democratic Control of the Security Sector and International Order », Alan Bryden et Philipp Fluri, éditeurs, *Security Sector Reform: Institutions, Society and Good Governance* (Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 2003), 20.

3. Rocky Williams, « African Armed Forces and the Challenges of Security Sector Transformation », Albrecht Schnabel, et Hans-Georg Ehrhart, éditeurs, *Security Sector Reform and Post-Conflict Peacebuilding* (New York: United Nations University, 2005) 47.

4. L'analyse de cet article ne prétend pas être exhaustive, mais s'inscrit dans la lignée d'une population échantillon : Alan Bryden et Heiner Hanggi, éditeurs, *Reform and Reconstruction of the Security Sector* (Piscataway: Transaction, 2004) ; Albrecht Schnabel et Ehrhart, ainsi que de nombreuses publications du journal *Conflict, Security and Development*.

5. Williams, 48.

6. Victor Turner, *Dramas, Fields, and Metaphors: Symbolic Action in Human Society* (Ithaca: Cornell University Press, 1974), 231-70.

7. Carmen Slaybaugh, « Soldierization: Training an Army of One », série en quatre volumes de U.S. Army Training and Doctrine Command News Service.

8. Samuel P. Huntington, *The Soldier and the State* (Cambridge: Harvard University Press, 1967), 94-95.

9. Résolution 1509 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 19 septembre 2003. Accessible en ligne à l'adresse : <http://unmil.org/documents/resolutions/reso1509.pdf>.

10. Mark Malan, « Security Sector Reform in Liberia: Mixed Results from Humble Beginnings », U.S. Army Strategic Studies Institute, Carlisle, PA, 2008, 26-34.

11. Coalition Provisional Authority Order 2 (Ordonnance 2 de l'Autorité provisoire de coalition), « Dissolution of Entities », 23 mai 2003. Accessible en ligne à l'adresse : <www.iraqcoalition.org/regulations/20030823_CPAORD_2_Dissolution_of_Entities_with_Annex_A.pdf>.

12. Les rapports trimestriels du Ministère de la Défense « Measuring Security and Stability in Iraq » constituent une excellente source et sont accessibles en ligne à l'adresse : <www.defenselink.mil/home/features/Iraq_Reports/Index.html>. En outre, Anthony Cordesman, *Iraqi Security Forces: A Strategy for Success* (Westport: Praeger Security International, 2006) et Anthony Cordesman, « Iraqi Force Development in 2006, Center for Strategic and International Studies », Washington, DC, 2006 fournissent un catalogue détaillé des effectifs des forces de sécurité irakiennes tout au long de la campagne.

13. Cordesman, *Iraqi Security Forces*, 169.

14. Coalition Provisional Authority Order 91 (Ordonnance 91 de l'Autorité provisoire de coalition), « Regulation of Armed Forces and Militias within Iraq », 2 juin 2004. Accessible en ligne à l'adresse : <www.cpa-iraq.org/regulations/20040607_CPAORD91_Regulation_of_Armed_Forces_and_Militias_within_Iraq.pdf>.

15. L'auteur a contacté Multi-National Security Transition Command-Iraq, l'organisation responsable du développement, de l'organisation, de la formation, de l'approvisionnement et du maintien des forces de sécurité irakiennes, à la recherche d'un programme d'instruction pour la formation de base de l'armée irakienne, en demandant que la demande soit traitée à l'aide de documents « standard » afin de ne pas surcharger ou distraire le personnel de leur mission de formation. Aucun renseignement n'a pu être fourni concernant le programme de formation de base. Il en a été de même lorsque l'auteur a contacté Combined Security Transition Command-Afghanistan, également spécialisé dans l'autochtonisation du secteur de sécurité, sous la même condition.

16. Voir Al Pessin, « US Proposing Increase in Target Number of Iraqi Security Forces », Voice of America, 31 octobre 2006 ; Cordesman, *Iraqi Security Forces*, 198-200. Cette citation spécifique renvoie à début 2005, bien que de nombreux articles et rapports sur le sujet puissent également être mentionnés pour n'importe quel moment donné ; et « Report of the Independent Commission on the Security Forces of Iraq », 6 septembre 2007, 109.